



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Mercredi 6 juin 2012
Numéro 107

Médiarama, www.alintiqad.com

Titres des journaux

As Safir (Nationaliste arabe)

Le gouvernement surmonte l'échec: accord complet avec le calendrier

An Nahar (Proche du 14-Mars)

Les «nons» de Sleiman au 8 et au 14-Mars: un dialogue sans conditions dans le cadre de Taëf

Al Akhbar (Quotidien de gauche)

La majorité prolonge la vie du gouvernement

Al Joumhouria (Propriété d'Elias Murr)

Le gouvernement se donne une dernière chance

L'Orient-Jour (Proche du 14-Mars)

Moscou se passerait d'Assad

Al Watan (Quotidien syrien non-étatique)

Assassinat de 2 officiers à Deir Ezzor et un 3^{ème} à Damas

Al Hayat (Quotidien saoudien)

Saoud al-Fayçal: nous commençons à perdre espoir dans le plan Annan. Il est temps que la Russie cesse de soutenir le régime syrien

Al Quds al Arabi (Edité à Londres)

Moscou et Pékin: pas d'intervention militaire en Syrie... et pas de changement de régime par la force

L'événement

Assainissement du climat gouvernemental au Liban

Le pourrissement de la situation sécuritaire, le danger de contagion de la crise syrienne, la déliquescence des institutions de l'Etat et des administrations publiques et la priorité donnée par les acteurs régionaux et internationaux à la stabilité du Liban, ont finalement convaincu les principales composantes du pouvoir exécutif à s'entendre sur les grandes lignes d'un accord, susceptible de relancer l'action gouvernementale. Les efforts de médiation et de conciliation déployés ces dernières 48 heures par les ministres Ali Hassan Khalil et Gebran Bassil, ainsi que Hussein Khalil, le conseiller du secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, ont été couronnés, mardi, par une réunion au sommet entre le président de la République, Michel Sleiman, le chef du Parlement Nabih Berry et le Premier ministre Najib Mikati.

Le chef du bloc du Changement et de la Réforme, le général Michel Aoun, avait auparavant fait état d'une ébauche d'accord pour insuffler un peu de vie dans le gouvernement moribond. «Nous sommes actuellement dans une période de concertations et je crois que nous arriverons à des résultats et à une solution», a-t-il dit. L'accord conclu entre les trois présidents porte sur le règlement de la crise des dépenses publiques, qui paralyse depuis des semaines le gouvernement. Le but étant de légaliser ces dépenses en accélérant l'examen du projet de budget 2012. En attendant, le gouvernement accordera des avances du Trésor au cas par cas pour les ministères, qui seront envoyées au Parlement pour y être votées.

Les trois hommes ont également convenu de mettre sur les rails certains projets de développement, notamment dans la ville de Tripoli, et de débloquer une série de nominations administratives et diplomatiques pour relancer le travail de l'administration.

Si un climat positif règne au niveau gouvernemental, on ne peut pas en dire autant concernant le dialogue national, auquel a appelé le président de la République, avec les encouragements du patriarche maronite Béchara Raï, de l'Arabie saoudite et de la France. A cinq jours de la date du dialogue, le 11 juin, les intentions du 14-Mars restent floues. Le Courant du futur, qui ne peut pas refuser ouvertement le dialogue souhaité par son mentor régional, le roi Abdallah Ben Abdel Aziz, tente de manœuvrer. Il veut proposer au président Sleiman un mémorandum en cinq points, un euphémisme pour ne pas utiliser le terme «condition». Mais le chef de l'Etat a opposé une fin de non-recevoir à cette initiative, ainsi qu'à celle proposée par sayyed Nasrallah qui consiste à organiser une Assemblée constituante.

As Safir

Denise Atallah Haddad, journaliste libanaise indépendante

Le président de la République Michel Sleiman a fixé au 11 juin la date de la reprise du dialogue national. Le secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, a proposé l'organisation d'une Assemblée constituante. Auparavant, le Patriarche maronite Béchara Raï avait appelé à un nouveau contrat social. Les appels au dialogue et à s'asseoir ensemble se multiplient, indépendamment des intitulés. Le 14-Mars se trouve dans l'embarras. Il sent qu'il est combattu avec ses propres armes. En effet, il a fait de la convivialité, du dialogue, de la préservation de la paix civile, de l'équilibre, du recours à l'Etat, ses slogans. Et voilà qu'il est invité au dialogue mais ne souhaite pas y répondre favorablement, sans être en mesure de trouver des arguments convaincants pour expliquer ce refus à ses partisans d'abord, avant ses adversaires.

Les justifications du 14-Mars sont répétées par ses différents partis et personnalités: a quoi sert le dialogue alors que les armes sont posées sur la table et ne sont pas le seul sujet de discussion; c'est le Hezbollah qui a torpillé le précédent dialogue; il n'y a pas de garanties préalables sur les sujets à débattre et sur le fait que les décisions prises seront mises en œuvre; probablement que les résolutions auront le même sort que celles qui avaient été prises lors du précédent round; le dialogue avec le Hezbollah est inutile car le parti exécute un agenda iranien et préserve les intérêts de son allié syrien.

Le 14-Mars souligne que lorsque le Hezbollah se savait fort, il s'est retourné contre le dialogue. Et quand il a senti le besoin de contrôler le pays, il s'est retourné contre le gouvernement. A chaque étape, il entraîne le pays dans son propre agenda. Mais aujourd'hui, les données ont changé. Les crises encerclent le gouvernement de toutes parts et l'allié syrien vit les derniers jours de son règne. «Nous savons que le Hezbollah, comme son allié Michel Aoun et implicitement le patriarche Béchara Raï ne sont pas enthousiastes à l'égard de l'accord de Taëf et souhaitent l'amender, chacun pour ses propres raisons», affirme une source du 14-Mars.

En dépit de toutes ses réserves et de sa volonté de maintenir l'isolement du Hezbollah, le 14-Mars est condamné à participer au dialogue pour plusieurs raisons. D'abord, c'est le président Sleiman qui a appelé au dialogue et le 14-Mars ne veut pas se le mettre à dos et le pousser dans les bras de ses adversaires, à la veille des élections législatives. Ensuite, la plupart des «pays amis» du 14-Mars encouragent la reprise du dialogue. Enfin, considérer que le Hezbollah est en crise ne doit pas faire oublier que le parti pourrait réagir si tous contribuent à l'enfoncer davantage. Le 14-Mars devrait avoir appris les leçons du passer et connaître le poids et les capacités de chacun.

Agence France presse

Le président syrien Bachar al-Assad a chargé mercredi l'actuel ministre de l'Agriculture, Riad Hijab, de former un nouveau gouvernement, après les législatives de mai, a rapporté la télévision publique.

«Le président Assad a promulgué un décret demandant à Riad Hijab de former le nouveau gouvernement de la République syrienne», après le nouveau Parlement issu du scrutin du 7 mai. M. Hijab remplace l'ancien Premier ministre Adel Safar qui avait formé son gouvernement en avril 2011, un mois après le début du mouvement de contestation qui secoue le régime de Damas. Riad Hijab, âgé de 46 ans, est originaire de Deir Ezzor dans l'est de la Syrie. Titulaire d'un doctorat en génie agraire, il est ministre de l'Agriculture depuis avril 2011.

De 2004 à 2008, il a occupé le poste de responsable du parti Baas au pouvoir à Deir Ezzor (est), ensuite de 2008 à 2011, celui de gouverneur de Quneitra (sud) et ensuite celui de gouverneur de Lattaquié (nord-ouest). Il est marié et père de quatre enfants

ILS ONT DIT...

Michel Sleiman, président de la République libanaise

“Par le dialogue, nous ferons

évoluer notre système ouvert sur le changement, après avoir parachevé son application, sans entrer dans de nouvelles crises. Par le dialogue, nous consacrerons l'unité de l'État et nous nous entendrons sur une stratégie défensive basée sur les piliers de la force dont jouit l'armée. Par le dialogue, nous nous mettrons d'accord sur l'unité de la sécurité nationale, ce qui nous permettrait de retirer les armes de la discorde et d'exercer notre rôle d'ingérence positive.

Michel Aoun, chef du Courant patriotique libre (Majorité)

“Les sommes perdues s'élèvent

désormais à 6,5 milliards. Ces sommes sont formées des dons accordés au Liban et elles sont placées en banques dans des comptes secrets. Mais lorsque le bloc a demandé à prendre connaissance des noms des propriétaires de ces comptes, il s'est heurté au barrage du secret bancaire. Cette affaire nécessite l'intervention de la justice, et nous essaierons de déférer devant les tribunaux les titulaires de ces comptes privés car il s'agit d'un crime financier.

Serguei Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères

“Un changement de régime en

Syrie pourrait mener à une catastrophe. Les groupes de l'opposition en dehors de la Syrie appellent de plus en plus la communauté internationale à bombarder le régime d'Assad, à renverser le régime. C'est très risqué, je dirais même que cela peut conduire la région à la catastrophe. La Chine et la Russie vont coordonner leurs actions sur la Syrie, principalement pour appliquer le plan de Kofi Annan. Nous appelons à une nouvelle conférence sur la Syrie réunissant les pays qui ont réellement une influence sur les différents groupes d'opposition.

Les familles des otages reconnaissent leurs ravisseurs

Des familles et des proches des pèlerins libanais enlevés le 22 mai dans la région d'Alep ont déclaré avoir identifié deux de leurs ravisseurs dans un reportage télévisé sur la rébellion armée contre Bachar el-Assad, rapporte la chaîne LBC. Plusieurs femmes, qui faisaient partie du groupe de pèlerins enlevés et qui avaient été relâchées sans les hommes, ont contacté la LBC après avoir vu lundi ces rebelles à la télévision, rapporte la chaîne. Le reportage en question a été filmé dans une région turque frontalière de la Syrie et montre deux hommes qui se présentent comme appartenant à l'Armée syrienne libre. «Les hommes vus dans le reportage étaient ceux qui ont enlevé leurs maris», indique la LBC.

Après ce développement, les familles des otages ont provisoirement bloqué la route de l'aéroport. Le Conseil supérieur chiite les a exhorté au calme ce mercredi.

Violents combats à Ersal

De violents accrochages ont éclaté mercredi entre l'armée syrienne et des habitants du village libanais de Ersal (Bekaa), non loin de la frontière syrienne. Les affrontements à la roquette et à la mitrailleuse se sont déroulés dans le secteur de Kherbet Daoud où un Libanais a été tué à l'aube et trois autres ont été blessés par des soldats syriens, alors qu'ils tentaient de s'introduire en Syrie. Des sources de sécurité ont indiqué à l'agence Reuters que l'accrochage a eu lieu après que des forces de sécurité syriennes ont intercepté des trafiquants d'armes tentant de franchir la frontière près de Ersal.

An Nahar

Ibrahim Bayram, journaliste libanais proche de la majorité

Lorsqu'un des dirigeants politiques du pays a été informé de la situation sur les fronts traditionnels de Tripoli, la nuit des combats les plus violents, il s'est retourné vers ses interlocuteurs et leur a dit d'une voix cassée: «Je ne sais pas si on peut encore faire quelque chose pour stopper l'effondrement total.»

Le rapport présenté au responsable brossait un tableau sombre de la situation, notamment au niveau de la puissance de feu, de la dureté des combats, du type d'armement utilisé et du grand nombre de miliciens déployés. Le plus inquiétant était les informations selon lesquelles le dernier round d'affrontements avait été préparé 36 heures avant qu'il n'éclate.

A la lecture des rapports et des informations disponibles, le même dirigeant politique a eu l'ultime conviction que la décision de provoquer l'embrassement du Liban-Nord ne pouvait plus être contenue par des mesures classiques sur le terrain. Il s'agit d'une hémorragie continue dans le chef-lieu du Nord. Et les protagonistes ne pourront plus sortir du cercle de la violence, même s'ils le souhaitent. Et l'impuissance dont fait preuve le gouvernement renforce cette conviction. Cette impuissance s'est surtout traduite par la décision de déployer l'armée d'un côté de la ligne de front et les Forces de sécurité intérieure (FSI) de l'autre côté. Un comportement qui rappelle la guerre civile, lorsque l'Etat s'efforçait de consoler les belligérants. Un autre élément négatif est le refus de l'Etat d'assurer une couverture décisive à l'armée et son acceptation implicite de la retirer ou de la neutraliser dans des régions bien déterminées. Surtout depuis que les partisans libanais de la révolution syrienne ont estimé que cette armée est devenu une source d'«inquiétude» après l'arraisonnement du Loufallah II. Ensuite, ces parties ont considéré l'armée comme un élément «gênant», après la mort des deux cheikhs dans le Akkar. Lors du dernier round de combats, il y a eu des tentatives sérieuses de prendre d'assaut Jabal Mohsen. Mais lorsque la tâche est apparue difficile, les assaillants ont resserré l'étau autour de la région et ont incendié les commerces appartenant aux habitants du Jabal dans le but de l'étouffer économiquement, sans se soucier du fait que leurs actions risquent d'exacerber les tensions sectaires. Les miliciens qui ont envahi les rues ne relèvent plus du Courant du futur, surtout après l'émergence des salafistes, qui pensent mieux représenter la rue. Tous ces éléments et bien d'autres encore laissent penser que la plaie de Tripoli et du Liban-Nord va saigner pendant longtemps encore. Cette région sera un terrain d'exercice et un laboratoire.

Al Akhbar

Kassem Kassem, journaliste libanais indépendant

Le secrétaire général du Hezbollah a proposé l'organisation d'une Assemblée constituante pour s'entendre sur un concept de l'Etat. Sayyed Hassan Nasrallah avait à peine terminé son discours que les réactions du 14-Mars sont tombées. Le Courant du futur a estimé que cet appel vise à «préparer le terrain à l'hégémonie des armes». Le député Ammar Houry, membre du bloc du futur, a estimé que l'«idée de l'Assemblée constituante porte atteinte à Taëf et à la Constitution». Les chrétiens du 14-Mars sont divisés sur la question. Les milieux du chef des Forces libanaises (FL), Samir Geagea, déclarent que «chacun a le droit de proposer ce qu'il veut et les autres ont le droit d'accepter ou de rejeter». Ces milieux rappellent que le Hezbollah n'avait pas abordé avec sérieux la stratégie de défense proposée par les FL. Aussi, les Forces libanaises ne se sentent pas obligées de traiter sérieusement avec la proposition de sayyed Nasrallah. De son côté, le parti Kataëb se distingue, encore une fois, de ses alliés de l'opposition. Le vice-président du parti, Sejaan Kazzi, souligne que le 14 avril dernier, le président Amine Gemayel avait insisté pour que soit incluse au document du 14-Mars la phrase suivante: «Le dialogue doit déboucher sur une Assemblée nationale... qui doit imaginer de nouveaux fondements constitutionnels, nationaux et politiques pour le Liban, basés sur l'unité géographique, le pacte islamo-chrétien (...) et la neutralité du Liban, sans qu'il renie pour autant ses engagements envers la Palestine».